

Histoire de maux

par le général (2S) Henri ROURE

Courage, dignité, vertu, honneur, grandeur, service, loyauté, respect...et quelques autres, seraient-ils des mots désuets au point que nous ne les entendions plus prononcés en hauts-lieux? Leur sens est pourtant toujours connu et le citoyen français sait ce qu'ils recouvrent. Malheureusement dans un système politique reposant sur l'apparence, la tromperie et la flatterie, il est notoire que l'élévation et la morale qui les sous-tendent ne disposent que d'une place de fond de tiroir.

Ceux qui nous gouvernent ou la plupart de ceux qui ambitionnent de le faire, précisément parce qu'ils présument ainsi mieux paraître, les ont exclus de leur discours et surtout de leur comportement. Il est vrai qu'ils sous-entendent, tous, effort et volonté; qualités demeurant, pourtant, les puissantes constantes de toute civilisation.

Choyer l'instinct et le bas-ventre ou prendre en considération les pires stupidités des aboyeurs des cités perdues, ne permettra jamais de conduire la nation, victorieusement, face aux menaces d'un monde brutal ni de faire face aux défis d'une société délitée par des aberrations idéologiques et la guerre hybride qui lui est faite. Récuser ces vocables prouve la faiblesse de la pensée et de la morale des dirigeants actuels et leur incompréhension de ce qu'attend le peuple. Soit il s'agit de mépris, soit de crainte.

Or nul ne peut prétendre gouverner avec l'un ou l'autre de ces sentiments. Cette absence d'ossature provoque d'inévitables conséquences sur l'attitude de la population qui, fatalement, regarde l'exemple qui lui est présenté et, pour partie, profite des plages d'incohérence, de reniement, d'inculture, de laxisme ou de défaillance, à moins, plus sûrement, qu'elle ne soit majoritairement décontenancée et humiliée par des mesquineries d'un pouvoir louvoyant.

Si les responsables politiques et médiatiques agissent ainsi; s'ils mentent, s'ils invectivent, corrompent, se contredisent avec aplomb et montrent, sans gêne, toutes leurs faiblesses et malhonnêtetés, il est vraisemblable que certaines contraintes que la loi impose au peuple deviennent de plus en plus incompréhensibles. Insidieusement le pays avance vers la désobéissance. Il n'est donc nullement étonnant que les groupes les plus disposés à la contestation, les esprits les moins civiques, et notamment les communautés inassimilables, étrangères et hostiles à la civilisation française, sans plus aucune inquiétude ni retenue, propagent résolument leur idéologie ou leur hargne destructrice.

Certes la politique est un art difficile car elle est concurrence d'idées et surtout d'ego. Les pièges tendus, les chausse-trappes, ont toujours été de tactique courante. Toutefois dans un pays de haute civilisation elle ne peut se passer d'un besoin d'élévation et d'idéal de service exclusif du pays. Cette aspiration devrait transcender l'essentiel des différences. Or ce n'est plus le cas puisque les gouvernements successifs ont abandonné une grande part de notre indépendance et, pour ce faire, essayé de détruire les ferments de la fidélité populaire à la patrie. Notre drapeau ne flotte même plus, seul, sur les édifices publics.

La France est ma patrie, je ne saurais donc lui donner tort et me doit de la défendre. Cette phrase vaut si elle est commune à tous les citoyens français. Malheureusement, le mot patrie, à partir duquel dérivent tous ceux évoqués au début de ce texte, semble banni par une oligarchie suivant une mode déstructurante, cherchant à s'intégrer à des instances étrangères et amenant avec elle le pays.

Elle ne peut le faire – c'est une évidence- en conservant ce puissant attachement au sol, à la civilisation et au peuple d'où, pourtant, elle provient. Elle abandonne le mot qui devient pour elle obsolète car dangereux et, par voie de conséquence, tous les autres qui lui sont liés. Plus de références autres que les absurdes idées de mondialisation heureuse, d'abolition des frontières, de droit extérieur supérieur à la Constitution, d'intégration européenne, d'accueil sans limite des immigrés, de nécessité de parler l'anglo-saxon... Il doit y avoir un terme dans l'un des antonymes de tous ceux qui sont rejetés pour qualifier un tel comportement...

Les conséquences sont potentiellement considérables car des gens venus de ce milieu se présentent en avril prochain aux élections présidentielles. Après les habituelles faussetés et manipulations, la France risque donc d'être gouvernée par l'un ou l'autre de ces personnages à la légitimité bien plus que douteuse, proche de l'usurpation. Le pays courra alors à la catastrophe car le peuple, dans son immense majorité, une fois encore, et probablement une fois de trop, ne se reconnaîtra pas dans la politique qui sera menée. Elle ne sera que la continuation de celle que nous avons vue jusqu'à présent, faite de déni, de contradictions, de mensonges, de fuite devant cet amoncellement de menaces que j'ai exposées dans d'autres textes.

Nous verrons ainsi se poursuivre les abandons de souveraineté au profit d'une organisation internationale elle-même fusionnelle avec l'impérialisme états-unien, la faiblesse devant l'islam provocateur et les minorités agitées, la subordination à la finance d'outre-atlantique, l'alignement otanien, le délitement de notre économie, la carence éducative, le laxisme vis-à-vis des bandits et criminels et l'absence d'appui aux forces de sécurité...

Nous continuerons ainsi à voir la France s'abîmer dans des repentances suicidaires, des histrions se pavaner sur toutes les scènes officielles de l'État, se poursuivre l'endoctrinement médiatique, s'appuyant sur le subliminal autant que sur les poncifs et les clichés.

Bref si, lors de cette élection prochaine rien ne change fondamentalement dans le résultat, tout ce qui se trouvait en gestation apparaîtra et ce qui sommeillait se réveillera. La situation du peuple français s'aggravera. Mais un jour, inévitablement, viendra le fracas des révoltes. Je suis inquiet.

Je récuserai donc, si les conditions m'amènent à voter, les candidats n'ayant pas l'amour de la France et des Français comme moteur de leur action.

Je rejeterai ceux au passé mensonger ou contradictoire; ceux davantage internationalistes que défenseurs de la souveraineté nationale, comme ceux qui auront daubé le peuple en contribuant à faire voter le traité de Lisbonne par un Parlement assujéti, alors que ce peuple, prétendument souverain, avait refusé, par voie de referendum, cette constitution européenne, objet du texte. Tout comme – généralement les mêmes – ceux ayant applaudi au traité de Marrakech et antérieurement aux accords de Schengen.

Je repousserai ceux qui, lors de la précédente élection, ont appelé à voter pour quelqu'un, fervent acteur de l'internationalisme bancaire, du bradage des atouts de notre puissance et de l'abaissement de l'idée nationale, ou se sont ralliés à lui, se rendant ainsi co-responsables des dérives politiques, sociales, philosophiques et morales, que connaît le pays. Ils demeurent compatibles et coupables avec lui.

J'écarterai de mon vote les partisans du maintien dans l'OTAN, de l'intégration européenne et les négationnistes de la dangerosité de l'islam intégriste.

Je refuserai mon vote à ceux qui ne défendront pas la civilisation française, son influence, sa grandeur, l'intégrité du sol français ou auront dit dans une invraisemblable et symbolique attitude de ralliement à un univers qui n'est pas le nôtre, que la culture française n'existait pas ou que l'anglo-saxon « ne doit pas être considéré comme une langue étrangère ».

J'éliminerai du choix possible, ceux formés à la technocratie, exclusivement gestionnaires et comptables, en totale carence de vision géopolitique pour le pays et évoluant, avec aisance, dans cette oligarchie qui s'est approprié la gouvernance de notre pays.

Il restera, je l'espère, des candidats partageant avec la majorité du peuple l'amour de la France. Mon vote, si l'un d'entre-eux parvient au second tour, ira, bien évidemment, vers lui.

Henri ROURE